

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/FMI-anachroniqueDominique-Strauss-Kahn-la-continuite-de-la-meme-posture-ideologique-neoliberal-e-qui-a-plonge-l-Argentine-en-2001>

FMI anachroniqueDominique Strauss-Kahn : la continuité de la même posture idéologique néolibérale qui a plongé l'Argentine en 2001.

Date de mise en ligne : 21 octobre 2010

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le rapport du FMI sur la situation de l'Argentine et de l'Amérique Latine condamne les politiques d'intervention publique, qu'il accuse de « restreindre le potentiel de croissance » et provoquer « une fragilité fiscale et financière ». Pour le FMI, la crise aux États-Unis et en Europe n'est pas passée.

Ajuster la dépense publique, ralentir la demande, renforcer le climat des affaires et permettre volatilité et augmentation du taux de change sont les caractéristiques saillantes de la combinaison des politiques économiques que réclame le Fonds monétaire international (FMI) pour l'Argentine et l'Amérique Latine. Dans son rapport sur le continent américain diffusé hier, l'organisme multilatéral assure que ces recommandations cherchent à éviter que le dynamisme qu'exhibent les économies de la région finisse par être « intenable ». Pour cela il propose de disloquer certains des piliers macroéconomiques qui ont permis de traverser la crise financière internationale dans de meilleures conditions que les pays développés et d'utiliser les mêmes outils récessifs qui ont approfondi la débâcle dans des pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Islande, la Lettonie, l'Hongrie, l'Ukraine et la Roumanie. Dans ce scénario, l'organisme réclame à l'Argentine que celle-ci « continue les efforts pour régulariser les relations avec les créanciers externes ».

Depuis la vision du FMI, la région s'en sorte très bien, mais les politiques actives d'intervention de l'État « restreignent le potentiel de croissance des économies, en les exposant à une plus grande fragilité fiscale et financière ». Pour éviter que les conditions favorables finissent par devenir un « piège » et une explosion inflationniste, la réponse de l'organisme est de proposer le retrait de l'État et des politiques de stimulation fiscale. Malgré l'évidence empirique européenne récente sur les conséquences du resserrement budgétaire, le directeur de l'Hémisphère occidental du Fonds, Nicolás Eyzaguirre, a considéré que « le secteur public doit être le plus austère possible ».

Le deuxième axe que l'organisme multilatéral réclame consiste en ce que les pays n'interviennent pas sur le marché des changes, permettant la volatilité et l'appréciation de la monnaie devant l'entrée abondante de devises par les voies commerciales et financières. « Les pays doivent éviter de fixer un taux de change excessivement haut », a signalé Eyzaguirre, en complétant le rapport présenté hier, où le FMI réclame que les pays de la région permettent que le cours du dollar sur le marché local s'adapte librement.

La demande vise directement à disloquer les régimes de taux de change réel compétitif et stable et les processus d'accumulation de réserves internationales qu'ont suivis plusieurs économies de la région comme l'Argentine. L'intervention sur le marché des changes pour éviter la volatilité et pour assurer la préservation de la compétitivité externe a été l'un des piliers de l'économie locale (et d'autres pays sudaméricains) qui a permis de préserver l'excédent de compte courant, ainsi que de créer un nombre significatif de postes de travail. Cette politique a permis de marquer une rupture avec la décennie des années 90, quand le déficit du compte courant était la forme d'insertion internationale des économies en développement. « Nous suivons une stratégie d'autoassurance, d'intervention sur le marché des changes en accumulant des réserves pour éviter l'écart de taux changes, notamment parce qu'il n'existe pas un prêteur de dernière instance qui n'impose pas de conditions récessives », a t on signalé au Ministère d'Économie argentin.

Le FMI considère que la croissance de ces pays de la région qui ont un accès restreint aux marchés de capitaux internationaux comme l'Argentine est fondamentalement expliquée par le lien commercial avec le Brésil et la reprise du secteur agricole après la sécheresse de 2009. Pendant ce temps, « les politiques de stimulation fiscale et monétaire poussent la demande et contribuent à augmenter l'inflation ».

« Le FMI n'a rien changé, il continue avec la même mentalité orthodoxe de contraction de toujours. Il propose des politiques de contraction comme le resserrement de la dépense publique et de la consommation pour faire face à l'inflation, quand le phénomène n'est pas causé par la demande et l'émission d'argent », met on en cause depuis le directoire de la banque Centrale. En même temps, au sein de l'autorité monétaire on se souvient « les erreurs continues dans les projections et les interprétations du Fonds sur l'économie de l'Argentine ». Dans la logique de l'organisme multilatéral, les politiques re- distributives comme l'Attribution Universelle par Enfant ou la préservation pendant la crise de 147 000 emplois avec des subventions comme le Repro, affaiblissent la sustentabilité fiscale, puisque « elles poussent la demande et contribuent à augmenter l'inflation ». Pour éviter de tomber dans le piège auquel conduisent les politiques de stimulation fiscale et monétaire, le Fonds réclame que l'Argentine « renforce le climat des affaires » et « continue les efforts pour régulariser les relations avec les créanciers ».

La mention se réfère, concrètement, à la dette en *défaut* [non expertisé] avec les pays membres du Club de Paris, négociation qui requerrait l'intervention de l'organisme. Malgré la demande de l'organisme, le niveau de dette publique nationale brute est l'un des plus bas de la région : il représente 48,6 % du PIB et si on prend en compte seulement les obligations aux mains du secteur privé la proportion tombe jusqu'à 17,2 % du produit.

Les publications du FMI et les déclarations de ses directeurs mettent en évidence l'absence de débat autour de la structure de pouvoir des organismes multilatéraux de crédit. Et la continuité de la même posture idéologique néolibérale qui promeut les conditionnalités orthodoxes dans ses programmes de sauvetage financier.

[Página 12](#) . Buenos Aires, le 30 octobre 2010.

Traduction libre de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 30 octobre 2011.